

Article du mardi 21 octobre 2008

Alain Lambert dénonce l'hypocrisie sur les paradis fiscaux

Alain Lambert est ancien ministre délégué au Budget.

> Les députés examinent le budget. Est-il toujours d'actualité ?

Oui, car il est prévisionnel. Pour les dépenses, le Parlement vote un plafond. Les recettes reposent sur des hypothèses de croissance. Celle de 1 % peut apparaître optimiste, mais cet affichage est pour les pouvoirs publics une façon incontournable d'afficher leur espoir vis-à-vis de l'extérieur. Les budgétaires avertis examinent plutôt l'hypothèse de progression des recettes, non proportionnelles à la croissance. Elle est de + 1,5 %, donc moins que l'inflation. Jamais budget n'a été bâti sur une hypothèse aussi faible et donc prudente. Si le déficit 2009 est plus important en raison des moins values fiscales liées au ralentissement économique, cela ne sera pas grave car lors de la reprise économique, les moins values fiscales seront gommées très vite en plus values fiscales.

> Le gouvernement traque les niches fiscales. Certaines sont-elles utiles ?

On ne devrait y avoir recours que lorsqu'un secteur de l'économie concernée est en panne. La France a voulu allouer un avantage fiscal à tous et cela pèse sur le budget de l'Etat. Je suis plutôt pour la suppression de certaines niches que pour le plafonnement.

> Qu'attendez-vous de la réunion sur les paradis fiscaux ?

L'hypocrisie doit cesser. On doit passer du trou noir à la transparence. Pour l'instant, nous n'avons pas d'information sur les montants investis, ni sur les déposants. Car des Etats qui les critiquent sont eux-mêmes déposants. France comprise.

> François Fillon en appelle à leur disparition, c'est un affichage politique ou c'est réaliste ?

Il lance un appel à la transparence. Je préfère le mot « transparence » à celui de « suppression », qui n'est pas atteignable à court terme. Le bon débat avec les partenaires est de donner les conditions de vie des paradis : connaître les capitaux accueillis, la fiscalité appliquée et établir des règles anti-blanchissement. Ce sera le début d'un grand progrès.

Recueilli à Paris par Nathalie Mauret

Avec l'aimable autorisation de 